

DROIT, ÉCONOMIE, GESTION

Licence | Droit

Droit

- › Composante : Faculté de droit, d'économie et de gestion
- › Niveau d'étude : BAC +3 / licence
- › Durée : 3 ans
- › Crédits ECTS : 180 ECTS
- › Ouvert en alternance : Non
- › Formation accessible en : Formation initiale, Formation continue
- › Formation à distance : Non
- › Lieu d'enseignement : Angers
- › Campus : Campus St Serge

Parcours proposés

- › L3 | Parcours Droit
- › L3 | Parcours Administration publique

Présentation

Objectifs

La licence de droit vise à former, en trois ans, les étudiants aux sciences juridiques. Les enseignements fondamentaux, à la fois théoriques et pratiques, sont nombreux et font l'objet, en Master, d'une spécialisation approfondie : droit civil de la famille, droit privé des contrats, droit pénal, droit du travail, droit fiscal, droit constitutionnel, droit administratif, droit international et communautaire, histoire du droit.

D'autres disciplines sont enseignées afin de faciliter une meilleure appréhension de l'environnement juridique : économie, sociologie, science politique, etc. Les langues, spécialement l'anglais, sont également étudiées car le langage et la culture juridiques de nos voisins européens doivent être maîtrisés dans un contexte de mondialisation.

Les enseignements proposés s'appuient en outre sur les axes de recherche du Centre Jean Bodin, laboratoire de recherche en droit et sciences politiques. L'objectif pédagogique de cette formation est d'assurer l'acquisition d'un niveau élevé de connaissances de manière à attirer les meilleurs des bacheliers, tout en permettant à chacun de progresser en fonction de sa formation et de son niveau initial.

[Télécharger la maquette de formation](#)

Organisation

Stages

Stage : Possible

L'inclusion de stages d'observation optionnels dans les programmes de formation sensibilise les étudiants à la nécessité de se familiariser avec l'entreprise, le tribunal, ou les structures professionnelles juridiques.

Par ailleurs, en L3, les étudiants ont la possibilité d'effectuer une mobilité internationale (un semestre ou une année d'études) dans le cadre de partenariat avec des universités en Europe (Erasmus) mais également hors Europe.

Admission

Conditions d'admission

Vous souhaitez reprendre des études ? Vous êtes notamment salarié, demandeur d'emploi... Vous devez impérativement contacter le [Service Commun d'Alternance et de Formation Professionnelle \(SCAFOP\)](#) avant toute démarche de candidature.

Modalités d'inscription

Candidats titulaires d'un diplôme français

- Accès en licence 1ère année :

Première inscription pour les bacheliers 2024 et réorientation des bacheliers antérieurs à 2024, sur la plateforme [PARCOURSUP](#). A la confirmation de leurs vœux, les lycéens pourront visualiser les instructions d'inscriptions. L'inscription administrative aura lieu après les résultats du baccalauréat.

Vous suivez actuellement une autre formation de 1ère année et vous souhaitez vous réorienter au semestre 2 en licence 1ère année mention droit, [candidater en complétant le formulaire en ligne](#).

- Accès en licence 2ème ou 3ème année parcours droit :

1. Transfert dans la même filière d'étudiant venant d'une autre université ou autre établissement d'enseignement supérieur. Contacter la scolarité (voir rubrique contact). La demande devra être déposée après les résultats d'examens de première ou seconde session accompagnée des relevés de notes depuis le baccalauréat et lettre de motivation. Le transfert du dossier universitaire devra être demandé auprès de l'université d'origine après avoir reçu l'accord de la Faculté de droit, d'économie et gestion de l'université d'Angers.
2. Dans le cadre de validation d'études - procédure dite "Dossier vert": s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme français (BTS, DUT, Licence professionnelle, école de commerce...). Les candidatures pour accéder en licence 2ème ou 3ème année seront examinées par une commission pédagogique qui se réunira début juillet (1ère campagne) et début septembre (2ème campagne). Saisie des candidatures pour la rentrée 2024 sur

cette [page](#) entre le 1er juin et le 30 juin 2024 (1ère campagne) et entre le 20 juillet et le 18 août 2024 (2ème campagne).

Public cible

- Accès en première année : Baccalauréat – DAEU A – capacité en droit.
- Possibilités d'admission en cours de licence par validation d'études et validation de l'expérience professionnelle.
- Accès en L3 « parcours Administration publique » : avoir obtenu 120 crédits ECTS et admission sur dossier pour les candidats non issus de L2 Droit.

Et après

Poursuite d'études

Le débouché le plus fréquent est la poursuite d'études en Master de Droit privé, de droit des affaires ou de Droit public (recrutement sélectif)

A la fin de la L2, possibilité de s'orienter vers la licence administration publique (LAP – formation hybride en partie à distance) ou la licence professionnelle en alternance « Métiers du notariat » ou la licence professionnelle « Métiers des administrations et collectivités territoriales ».

Passerelles et réorientation

En licence 1ère année, à l'issue de la première période d'évaluations (fin novembre) et en fonction des résultats obtenus, le contrat pédagogique pourra être confirmé ou adapté pour devenir un contrat pédagogique progressif. Le contrat pédagogique progressif concerne les étudiants qui ne poursuivent pas le cursus standard de la Licence.

Si c'est son choix, l'étudiant demeure inscrit en Licence de Droit mais le cursus sera modifié et il rejoindra la formation dispensée dans la Capacité en Droit. Le programme des cours suivis sera modifié par rapport au parcours standard.

Intégrer la Capacité en Droit vous permettra d'acquérir les connaissances et les méthodes nécessaires à la réussite d'une Licence de Droit. Si les conditions sont réunies, elle peut déboucher à terme sur un retour dans le cursus standard.

Depuis la rentrée 2016, l'UA a lancé un Dispositif d'accompagnement à la réussite et à la réorientation des étudiants (DARRE). Il permet aux étudiants boursiers et aux titulaires d'un bac technologique ou professionnel de bénéficier de séance d'accompagnement méthodologique et de tutorat.

Ce projet ambitionne de mieux préparer le public cible au passage dans l'enseignement supérieur et de lui permettre une orientation réussie. L'inscription se fait sur toute l'année.

Insertion professionnelle

Types d'emplois accessibles en fin de L3 :

- Services juridiques et contentieux des entreprises, banques, assurances, administrations et associations ; administration du personnel
- Conseil et/ou assistance au sein de services ou cabinets juridiques : immobilier, cabinets d'avocat, de mandataires de justice et d'administrateurs judiciaires, études d'huissiers, de notaires...
- Concours du service public (gendarmerie, police, inspecteur des impôts, inspecteur du travail, greffier, douane, etc.)

Infos pratiques

Contacts

Responsable pédagogique L1

Yannick Lecuyer

✉ yannick.lecuyer@univ-angers.fr

Responsable pédagogique L2

Philippine LOHEAC-DERBOULLE

✉ philippine.loheac-derboulle@univ-angers.fr

Responsable pédagogique L3

Gaëlle Hardy

✉ gaelle.hardy-dedieuleveult@univ-angers.fr

Contact administratif

Angers – Scolarité L1

✉ lldeg@univ-angers.fr

Contact administratif

Angers – Scolarité L2/L3 droit

✉ l2l3droit@univ-angers.fr

Autres contacts

Responsable L3 parcours Administration Publique

Gaëlle Hardy

gaelle.hardy-dedieuleveult@univ-angers.fr

Donatien Lecat

donatien.lecat@univ-angers.fr

Lieu(x)

📍 Angers

Campus

 Campus St Serge

Programme

Organisation

- L1 Droit : Introduction historique au droit, Droit civil des personnes et de la famille, Institutions juridictionnelles, Histoire du droit privé, Droit constitutionnel, Histoire des institutions, Institutions administratives, Relations internationales, Science politique, Économie politique.
- L2 Droit : Droit des obligations, Droit pénal général, Droit commercial, Histoire du droit privé, Droit administratif, Histoire du droit public, Finances publiques, Droit fiscal, Institutions européennes, Histoire des idées politiques, Économie monétaire et financière.
- [L3 « parcours Droit »](#) : Droit social, Régime des obligations, Droit des sociétés, Droit pénal spécial, Droit processuel, Droit civil des biens, Histoire du droit privé, Droit international public, Droit administratif des biens, Droit européen, Droit des libertés fondamentales, Droit de la fonction publique. Histoire du droit public, Science politique.
- [L3 « parcours Administration publique »](#) : (permet l'acquisition de connaissances très larges dans les domaines principaux des concours) Droit constitutionnel, Droit administratif, Institutions administratives, Droit européen, Économie, Finances publiques de l'État locales et sociales, Problèmes politiques et sociaux contemporains. Forme également avec des cours spécifiques de Méthodologie des concours aux exercices académiques constituant les épreuves de concours à l'oral et à l'écrit (commentaire de texte, résumé, dissertation, note de synthèse).

Le langage et la culture juridique de nos voisins européens devant être maîtrisés dans un contexte de mondialisation, des cours de langues (anglais ou espagnol) sont enseignés tout au long des trois années (un cours par semestre durant six semestres, soit six cours).

Un cours fondamental de Culture numérique est enseigné en L3 «parcours Droit » et L3 « parcours Administration publique ».

La formation donne aux étudiants les connaissances juridiques et la méthodologie juridique fondamentales par le biais de cours et de travaux dirigés (avec l'apprentissage progressif de la dissertation, du commentaire de texte et d'arrêt, de l'exposé écrit et oral, et du cas pratique). D'autres disciplines sont également enseignées afin de faciliter une meilleure appréhension de l'environnement juridique.

Ces deux types d'UE se distinguent de la façon suivante :

- Les UE fondamentales comprennent des enseignements qui sont obligatoires et sont suivis dans un ordre spécifique. Ces UE figurent sur le contrat pédagogique
- Les UE à choix encadrés comprennent des enseignements à choisir dans une liste variable selon l'année d'étude. Ces UE figurent sur le contrat pédagogique. La plupart des enseignements des UE à choix encadrés non retenus lors de l'inscription pédagogique annuelle de L1 peuvent être choisis en L2 ou L3

Ces enseignements portent sur des compétences disciplinaires, liées aux matières centrales du Droit, et les compétences transversales, liées à des matières complémentaires, tout aussi importantes et destinées à élargir les connaissances.

Un même enseignement peut être divisé en deux modalités : les Cours Magistraux (CM) et les Travaux Dirigés (TD).

L1 | Droit

Nature	CM	TD	TP	Crédits
--------	----	----	----	---------

UE – Droit constitutionnel 1	UE	33h	18h	8 crédits
UE – Introduction générale au droit	UE	33h	18h	8 crédits
UE – Introduction historique au droit	UE	33h	18h	8 crédits
UE – Institutions juridictionnelles	UE	22h		2 crédits
UE – Science politique 1	UE	22h		2 crédits
UE – Institutions administratives	UE	22h		2 crédits
UE – Science politique 2	UE	22h		2 crédits
CM obligatoire	Choix			4 crédits
UE – Droit constitutionnel 2	UE	33h		4 crédits
UE – Droit de la famille	UE	33h		4 crédits
UE – Histoire des institutions	UE	33h		4 crédits
Choix TD (2/3)	Choix			16 crédits
UE – Droit constitutionnel 2	UE		18h	8 crédits
UE – Droit de la famille	UE		18h	8 crédits
UE – Histoire des institutions	UE		18h	8 crédits
Anglais	UE		40h	4 crédits
Espagnol	UE		40h	4 crédits
UE – Droit des personnes	UE	30h		3 crédits
UE – Économie politique	UE	22h		3 crédits
UE – Histoire du droit des personnes et des biens	UE	30h		3 crédits
UE – Relations internationales	UE	22h		3 crédits
Engagement 1	UE			2 crédits
Sport 1	UE			2 crédits
LV2 1	UE			2 crédits
E20 1	UE			2 crédits

L2 | Droit

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE – Droit administratif 1	UE	33h	16h		8 crédits
UE – Droit des obligations, la responsabilité civile	UE	33h	16h		8 crédits
UE – Finances publiques	UE	33h			3 crédits
UE – Droit fiscal	UE	30h			3 crédits
UE – Droit commercial	UE	30h			3 crédits

CM Obligatoire	Choix		4 crédits
UE - Droit administratif 2	UE	33h	4 crédits
UE - Droit des obligations, le contrat	UE	33h	4 crédits
UE - Droit pénal général	UE	33h	4 crédits
Choix TD (2/3)	Choix		16 crédits
UE - Droit administratif 2	UE	16h	8 crédits
UE - Droit des obligations, le contrat	UE	16h	8 crédits
UE - Droit pénal général	UE	16h	8 crédits
Anglais	UE	30h	4 crédits
Espagnol	UE	30h	4 crédits
UE - Droit des personnes	UE	30h	3 crédits
UE - Économie politique	UE	22h	3 crédits
UE - Histoire des idées politiques	UE	30h	3 crédits
UE - Histoire du droit constitutionnel et administratif	UE	30h	3 crédits
UE - Histoire du droit de la famille	UE	30h	3 crédits
UE - Institutions européennes	UE	30h	3 crédits
UE - Science politique 3	UE	30h	3 crédits
UE - Droit civil des biens	UE		3 crédits
UE - Relations internationales	UE	22h	3 crédits
UE - Droit processuel	UE	30h	3 crédits
UE - Histoire constitutionnelle	UE	30h	3 crédits
UE - Histoire du droit des obligations ou du droit pénal	UE	30h	3 crédits
Engagement 2	UE		2 crédits
Sport 2	UE		2 crédits
LV2 2	UE		2 crédits
E20 2	UE		2 crédits

L3 | Parcours Droit

L3 | Droit

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE - Culture numérique	UE	3h	20h		2 crédits
Choix CM (2/4)	Choix				6 crédits
UE - Droit administratif des biens	UE	33h			3 crédits

UE – Droit international public 1	UE	33h	3 crédits
UE – Droit social 1	UE	33h	3 crédits
UE – Régime des obligations	UE	33h	3 crédits
Choix CM avec TD (2/4)	Choix		12 crédits
UE – Droit administratif des biens	UE	16h	6 crédits
UE – Droit international public 1	UE	16h	6 crédits
UE – Droit social 1	UE	16h	6 crédits
UE – Régime des obligations	UE	16h	6 crédits
Choix CM (2/4)	Choix		6 crédits
UE – Droit de l'Union européenne	UE	33h	3 crédits
UE – Droit des libertés fondamentales	UE	33h	3 crédits
UE – Droit des sociétés	UE	33h	3 crédits
UE – Droit social 2	UE	33h	3 crédits
Choix CM avec TD (2/4)	Choix		12 crédits
UE – Droit de l'Union européenne	UE	33h 16h	6 crédits
UE – Droit des libertés fondamentales	UE	33h 16h	6 crédits
UE – Droit des sociétés	UE	33h 16h	6 crédits
UE – Droit social 2	UE	33h 16h	6 crédits
Anglais	UE	30h	4 crédits
Espagnol	UE	30h	4 crédits
UE – Droit des personnes	UE	30h	3 crédits
UE – Droit pénal spécial	UE	30h	3 crédits
UE – Histoire des idées politiques	UE	30h	3 crédits
UE – Histoire du droit constitutionnel et administratif	UE	30h	3 crédits
UE – Histoire du droit de la famille	UE	30h	3 crédits
UE – Institutions européennes	UE	30h	3 crédits
UE – Science politique 3	UE	30h	3 crédits
UE – Droit civil des biens	UE		3 crédits
UE – Droit de la fonction publique	UE	30h	3 crédits
UE – Droit international public 2	UE	30h	3 crédits
UE – Droit processuel	UE	30h	3 crédits
UE – Histoire constitutionnelle	UE	30h	3 crédits
UE – Histoire du droit des obligations ou du droit pénal	UE	30h	3 crédits
Engagement 3	UE		2 crédits
Sport 3	UE		2 crédits
LV2 3	UE		2 crédits

L3 | Parcours Administration publique

L3 | Parcours Administration publique

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
Socle fondamental / Disciplinaire	Socle				31 crédits
UE Droit constitutionnel	UE	44h	32h		10 crédits
UE Droit administratif	UE	30h	32h		12 crédits
UE Problèmes politiques et sociaux contemporains	UE	36h	30h		9 crédits
Socle complémentaire / Disciplinaire	Socle				25 crédits
UE Droit européen	UE	18h			4 crédits
UE Finances publiques	UE	32h			6 crédits
UE Économie	UE	36h			7 crédits
UE Méthodologie des concours	UE		44h		8 crédits
Socle supplémentaire / Transversal	Socle				4 crédits
UE Culture numérique	UE	3h	20h		2 crédits
UE Langue vivante (Anglais)	UE		15h		2 crédits
Socle annexe au diplôme	Socle				
Stage	Matière				2 crédits
Expériences professionnalisantes	Matière				2 crédits
Projet tuteuré	Matière				2 crédits
Grand oral	Matière				2 crédits